

Département de Seine et Marne  
Commune de Lagny-sur-Marne

**Dossier d'enquête publique**

**Enquête publique**  
**Procédure de rétrocession L 318-3 du Code de l'Urbanisme**  
**Transfert d'office et classement dans le domaine public communal**

**Voie concernée :**

**Quai de la Gourdine – AO 65**

**Date et lieu de déroulement de l'enquête :**

**Du 03/02/2025 au 17/02/2025**  
**en mairie de Lagny-sur-Marne**

**Pièces constitutives du dossier d'enquête :**

- 1 – Notice explicative**
- 2 – Plan de situation**
- 3 – Nomenclature des voies et des équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé**
- 4 – Note indiquant les caractéristiques techniques de l'état d'entretien de chaque voie**
- 5 – Un état parcellaire**
- 6 – Plan d'alignement**
- 7 – Délibération du Conseil Municipale n° 12 en date du 02/04/2024**
- 8 – Arrêté du Maire n° 2024AR/702 en date du 20/12/2024**
- 9 – Publicité et insertions**

**Département de Seine et Marne  
Commune de Lagny-sur-Marne**

**Dossier d'enquête publique**

**Enquête publique  
Procédure de rétrocession L 318-3 du Code de l'Urbanisme  
Transfert d'office et classement dans le domaine public communal**

**1 – Notice explicative**

**COMMUNE DE LAGNY-SUR-MARNE**

---

**PROCEDURE DE TRANSFERT D'OFFICE DANS LE DOMAINE PUBLIC  
COMMUNAL DU QUAI DE LA GOURDINE  
DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE**

---

**Pièce n°1 : Notice explicative**

La présente notice décrit le projet de transfert d'office et de classement dans le domaine public communal du Quai de la Gourdine.

Ce dossier fait suite à la délibération du Conseil municipal de Lagny-sur-Marne, en date 02 avril 2024 prenant acte du principe de transfert d'office et de classement dans le domaine public communal de la voie. Cette voie ouverte à la circulation publique est de propriété privée, il est nécessaire conformément à l'article L.318-3 du Code de l'Urbanisme, de mettre en place une enquête publique.

La Commune souhaite engager cette procédure, afin de régulariser le statut de cette voie ayant vocation à être rétrocédé à la Ville de par ses fonctions.

**1. Présentation de la voie**

Le Quai de la Gourdine est référencé au cadastre sous la référence cadastrale AO 65. Sa superficie est de 2 752 m<sup>2</sup>. La parcelle est composée pour partie d'une voirie, en terre battue, en grave naturelle et en gravillons silico-calcaire, d'espaces verts arborés.

Cette emprise fait l'objet d'un emplacement réservé n° 7 dans le PLU au profit de la commune en vue de l'aménagement de liaison douce. Elle est également identifiée en zone rouge dans le Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI).

La parcelle compte du mobilier urbain destiné à l'éclairage public. L'entretien de l'éclairage public est déjà supporté par la Ville.

**2. Recherches de propriétaires**

Malgré des recherches approfondies auprès du service de la publicité foncière et avoir exploré toutes les pistes possibles, aucune preuve concluante ou document attestant d'un propriétaire n'a pu être identifié. Par ailleurs les services fiscaux ont confirmé qu'aucune taxe n'était perçue pour cette parcelle.

**3. Bénéficiaire du Projet**

Mairie de Lagny-sur-Marne,  
2, Place de l'Hôtel de Ville - 77400 Lagny-sur-Marne.

#### **4. Aménagements envisagés**

La Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire, en application des compétences GEMAPI prévoit le réaménagement et la renaturation des bords de Marne. Il est prévu sur la parcelle AO 65 la réalisation d'une liaison douce en continuité avec la partie Ouest du Quai de la Gourdine qui a déjà fait l'objet d'aménagements.

#### **5. Contexte juridique**

La procédure de classement et de transfert d'office de la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique est prévue par l'article L 318-3 et R 318-10 du Code de l'Urbanisme, par le Code de la voirie routière notamment les articles R 141-4, R 141-5 et R 141-7 à R 141-9 et par les articles du Code des Relations entre l'administration et le public notamment l'article L 134-1.

Malgré des recherches approfondies auprès des services compétents et avoir exploré toutes les pistes possibles, aucune preuve concluante ou document attestant d'un propriétaire n'a pu être identifié.

Il est donc envisagé un transfert d'office sans indemnité dans la voirie communale, après enquête publique, dans les conditions fixées par les articles L 318-3 et R 318-3 du code de l'urbanisme et R 141-4 et suivants du Code de la Voirie Routière.

#### **DISPOSITIONS AFFÉRENTES AU CODE DE L'URBANISME**

Article L 318-3 du Code de l'urbanisme, modifié par LOI n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 – art 26

La propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations et dans des zones d'activités ou commerciales peut, après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale et réalisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration, être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

La décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés.

Cette décision est prise par délibération du conseil municipal. Si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, cette décision est prise par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, à la demande de la commune.

L'acte portant classement d'office comporte également approbation d'un plan d'alignement dans lequel l'assiette des voies publiques est limitée aux emprises effectivement livrées à la circulation publique.

Lorsque l'entretien des voies ainsi transférées entraînera pour la commune une charge excédant ses capacités financières, une subvention pourra lui être allouée suivant les formes de la procédure prévue à l'article 248 du code de l'administration communale.

## Article R318-10

L'enquête prévue à l'article L. 318-3 en vue du transfert dans le domaine public communal de voies privées ouvertes à la circulation publique dans un ensemble d'habitation est ouverte à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

Le maire ouvre cette enquête, après délibération du conseil municipal, le cas échéant à la demande des propriétaires intéressés.

Le dossier soumis à l'enquête comprend obligatoirement :

1. La nomenclature des voies et des équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé ;
2. Une note indiquant les caractéristiques techniques de l'état d'entretien de chaque voie ;
3. Un plan de situation ;
4. Un état parcellaire.

Le conseil municipal doit donner son avis sur ce projet dans un délai de quatre mois.

Avis du dépôt du dossier à la mairie est notifié dans les conditions prévues par l'article R. 141-7 du code de la voirie routière aux personnes privées ou publiques propriétaires des voies dont le transfert est envisagé.

L'enquête a lieu conformément aux dispositions des articles R. 141-4, R. 141-5 et R. 141-7 à R. 141-9 du code de la voirie routière.

Les dispositions de l'article R. 318-7 sont applicables à l'enquête prévue par le présent article.

## DISPOSITIONS AFFÉRENTES AU CODE DES RELATIONS ENTRE LE PUBLIC ET L'ADMINISTRATION

### Article R134-12

Le préfet qui a pris l'arrêté prévu à l'article R.134-10 fait procéder à la publication, en caractères apparents, d'un avis au public l'informant de l'ouverture de l'enquête dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département ou tous les départements concernés. Cet avis est publié huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête. Il est ensuite rappelé dans les huit premiers jours suivant le début de celle-ci. Lorsque l'opération projetée est d'importance nationale, cet avis est, en outre, publié dans deux journaux à diffusion nationale huit jours avant le début de l'enquête.

## DISPOSITIONS AFFÉRENTES AU CODE DE LA VOIRIE ROUTIÈRE

### Article R141-4

L'enquête publique prévue au deuxième alinéa de l'article L. 141-3 s'effectue dans les conditions fixées par la présente sous-section.

Un arrêté du maire désigne un commissaire enquêteur et précise l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations.

La durée de l'enquête est fixée à quinze jours.

#### Article R141-5

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, l'arrêté du maire est publié par voie d'affiche et éventuellement par tout autre procédé.

#### Article R141-7

Une notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie est faite aux propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception lorsque leur domicile est connu ou à leurs mandataires, gérants administrateurs ou syndics.

Lorsque leur domicile est inconnu la notification est faite, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural.

#### Article R141-8

Les observations formulées par le public sont recueillies sur un registre spécialement ouvert à cet effet. Ce registre, à feuillets non mobiles, est coté et paraphé par le commissaire enquêteur.

#### Article R141-9

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur qui dans le délai d'un mois transmet au maire le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées.



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE  
MEAUX**

**Demande de renseignements n° 7704P04 2022H36201 (19)  
déposée le 26/10/2022, par l'Administration MAIRIE LAGNY SUR MARNE**

**Réf. dossier : HF LAGNY/MARNE AO65**

**CERTIFICAT**

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1972 au 02/10/2022 (date de mise à jour fichier)  
[ x ] Il n'existe aucune formalité au fichier immobilier non informatisé,  
  
[ x ] Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier informatisé,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :  
du 03/10/2022 au 26/10/2022 (date de dépôt de la demande)  
[ x ] Il n'existe aucune formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A MEAUX, le 27/10/2022

Pour le Service de la Publicité Foncière,  
Le comptable des finances publiques,  
Sylvie PIVA

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement, un droit d'accès et un droit de rectification.

**Département de Seine et Marne  
Commune de Lagny-sur-Marne**

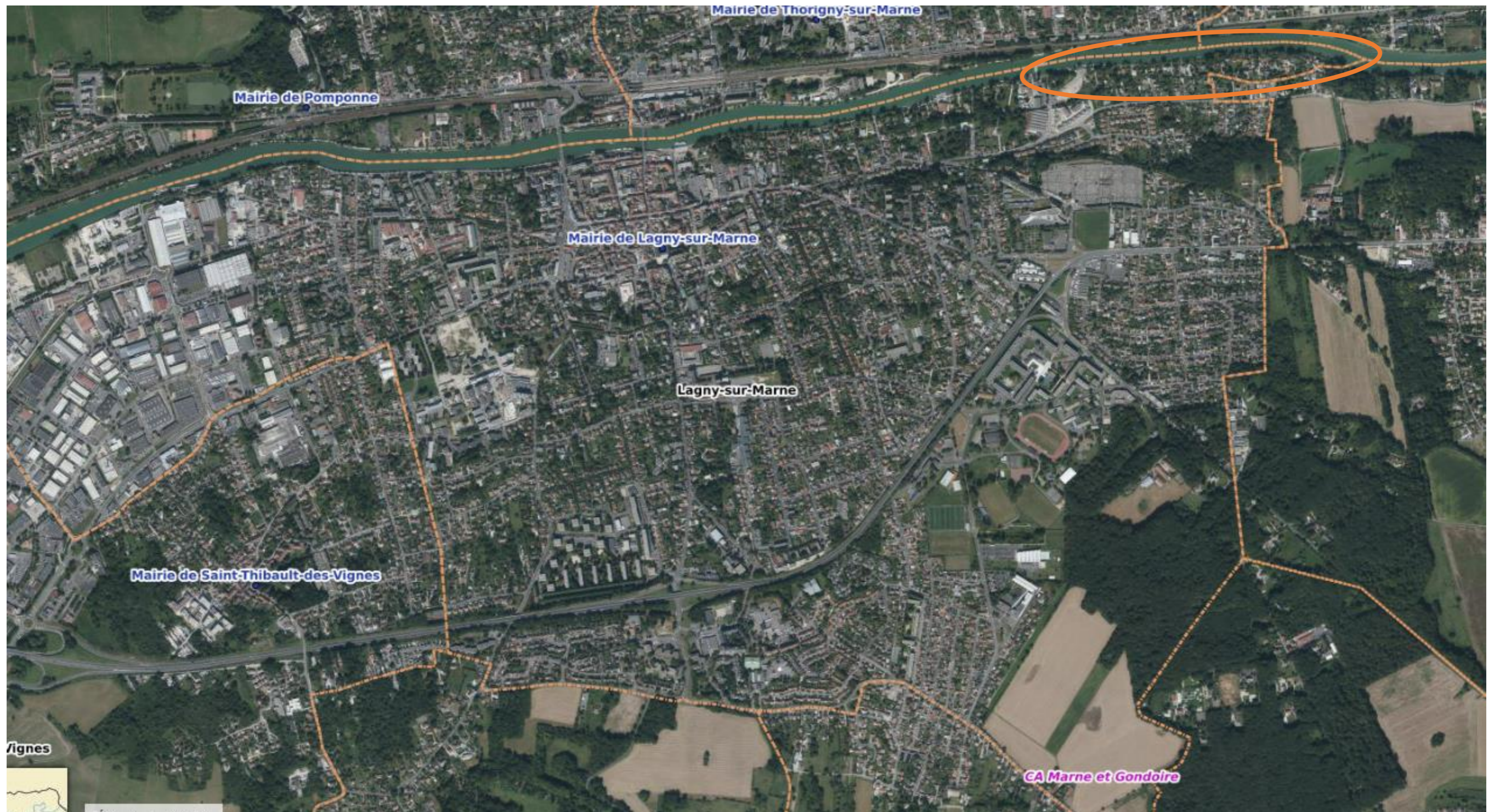
**Dossier d'enquête publique**

**Enquête publique  
Procédure de rétrocession L 318-3 du Code de l'Urbanisme  
Transfert d'office et classement dans le domaine public communal**

**2 – Plan de situation**



Pièce n° 2 : Plan de Situation





**Département de Seine et Marne  
Commune de Lagny-sur-Marne**

**Dossier d'enquête publique**

**Enquête publique  
Procédure de rétrocession L 318-3 du Code de l'Urbanisme  
Transfert d'office et classement dans le domaine public communal**

**3 – Nomenclature des voies et des équipements annexes dont  
le transfert à la commune est envisagé**

COMMUNE DE LAGNY-SUR-MARNE

---

PROCEDURE DE TRANSFERT D'OFFICE DANS LE DOMAINE PUBLIC  
COMMUNAL DU QUAI DE LA GOURDINE  
DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

---

**Pièce n° 3 : Caractéristiques Techniques de l'Etat d'Entretien de chaque voie**

1. Localisation :  
Quai de la Gourdine – Parcelle AO 65
2. Longueur et surface de la voie :  
Environ 750 m et 2.752 m<sup>2</sup>
3. Caractéristiques physiques :  
La parcelle est constituée de parties en terre battue, des portions en grave naturelle et de gravillons silico-calcaire. Elle ne présente aucune présence de bordure ou de trottoir ni d'aménagement pour l'écoulement des eaux pluviales.
4. Usage de la voie :  
Il s'agit d'une voie privée ouverte à la circulation, déjà entretenue par la commune. L'emprise fait l'objet d'un emplacement réservé n°7 dans le Plan Local d'Urbanisme au profit de la commune en vue de l'aménagement de liaison douce.
5. Aménagement envisagé :  
La Communauté d'Agglomération de Marne et Gondoire prévoit l'aménagement d'une liaison douce en continuité avec l'autre partie du Quai de la Gourdine qui a déjà fait l'objet des mêmes aménagements ainsi le changement des clôtures de toutes les parcelles qui longent la parcelle rétrocédée afin d'être conforme au Plan de Prévention des Risques d'Inondations.

**Département de Seine et Marne  
Commune de Lagny-sur-Marne**

**Dossier d'enquête publique**

**Enquête publique  
Procédure de rétrocession L 318-3 du Code de l'Urbanisme Transfert  
d'office et classement dans le domaine public communal**

**4 – Note indiquant les caractéristiques  
techniques de l'état d'entretien de chaque voie**

---

**PROCEDURE DE TRANSFERT D'OFFICE DANS LE DOMAINE PUBLIC  
COMMUNAL DU QUAI DE LA GOURDINE  
DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE**

---

**Pièce n° 4 : Caractéristiques Techniques de l'Etat d'Entretien de chaque voie**

1. Etat de la voirie :

La voirie est en mauvais état, elle présente des affaissements et des nids de poule.



2. Signalisation et éclairage :

La parcelle possède l'éclairage public mais n'a pas de dispositif de signalisation

Aucun diagnostic phytosanitaire n'a été réalisé, uniquement un contrôle visuel.  
Les arbres en début de parcelle semblent sains, les arbres se trouvant sur le fond de la parcelle en limite de la commune de Montévrain semblent en mauvais état sanitaires.

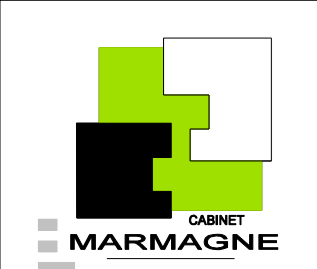


**Département de Seine et Marne  
Commune de Lagny-sur-Marne**

**Dossier d'enquête publique**

**Enquête publique  
Procédure de rétrocession L 318-3 du Code de l'Urbanisme Transfert  
d'office et classement dans le domaine public communal**

**5 – État parcellaire**



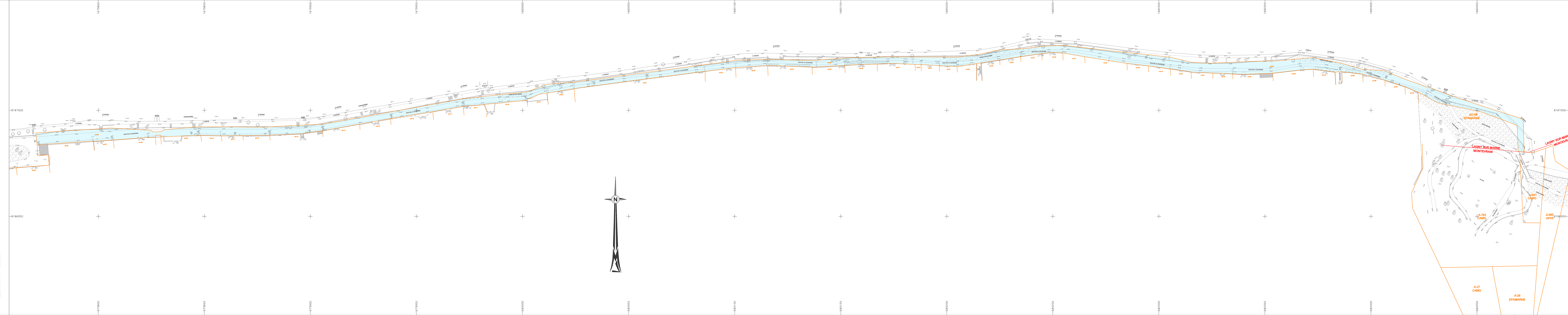
Géomètres-Experts Associés  
 56, Rue Saint-Laurent - CS 20786 - 77400 LAGNY SUR MARNE  
 TEL 01.64.30.02.69 - E-mail: accueil@cabinetmarmagne.fr

DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE  
 COMMUNE DE MONTEVRAIN

Bords de Marne

Plan parcellaire

- Emprise de la parcelle AO-65
- Application graphique du plan cadastral  
(n'a pas valeur de bornage)



Date : 03-12-2024  
 ECHELLE : 1/500  
 Dossier N°24109 relevés topographiques novembre 2023  
 NIVELLEMENT NORMAL (IGN 69) - SYS. COORD. RGF93 - CC49

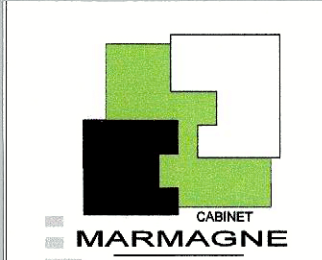


**Département de Seine et Marne  
Commune de Lagny-sur-Marne**

**Dossier d'enquête publique**

**Enquête publique  
Procédure de rétrocession L 318-3 du Code de l'Urbanisme Transfert  
d'office et classement dans le domaine public communal**

**6 – Plan d'Alignement**





Géomètres-Experts Associés  
 56 Rue Saint-Laurent - CS 20786 - 77400 LAGNY SUR MARNE  
 TEL 01.64.30.02.66 - E-mail: accueil@cabinetmarmagne.fr

DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE  
 COMMUNE DE MONTEVRAIN

Bords de Marne

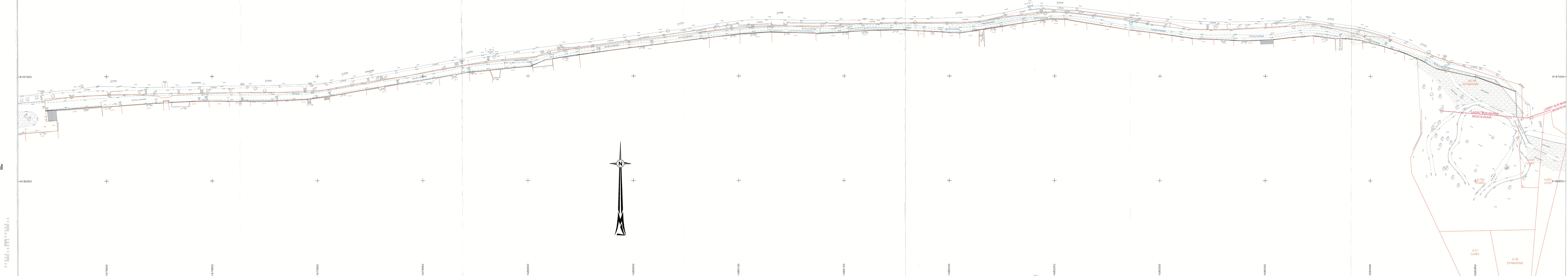
Plan parcellaire

-  Emprise de la parcelle AO-65
-  Application graphique du plan cadastral  
(n'a pas valeur de bornage)

Date : 03-12-2024

ECHELLE : 1/500

Dossier N°24109 relevés topographiques novembre 2023  
 NIVELLEMENT NORMAL (IGN 69) - SYS. COORD. RGF93 - CC49



**Département de Seine et Marne  
Commune de Lagny-sur-Marne**

**Dossier d'enquête publique**

**Enquête publique  
Procédure de rétrocession L 318-3 du Code de l'Urbanisme Transfert  
d'office et classement dans le domaine public communal**

**7 – Délibération du Conseil Municipal en date du 02 Avril 2024**

**SEANCE DU 02 AVRIL 2024**

GL

N°12

**OBJET : CONSEIL MUNICIPAL**

**Lancement de la procédure de transfert d'office du Quai de la Gourdine (parcelle AO 65) dans le domaine public communal**

L'an deux mil vingt - quatre, le **CONSEIL MUNICIPAL**, légalement convoqué le 27 mars 2024 pour le 02 avril 2024 à 19 heures s'est réuni à l'Hôtel de Ville dans la salle du Conseil, sous la présidence de M. Jean-Paul MICHEL, Maire.

**PRESENTS**

Maire : M. MICHEL

Conseillers Municipaux : M. AUGUSTIN, Mme BLANCHARD, M. JAHIER, M. MONOT, Mme SAILLIER, M. ZOUAIOUI, Mme PUNTEL, M. CHAUVEAU, Mme BRATUN, Mme POUILLAIN, Mme BREYSSE, M. WACHOWIAK, M. GAUDEFROY, Mme MOKEDDEM, Mme DIKBAS, M. MACHADO, M. RYBKA, M. BERNARD, Mme SMAGIEL, Mme CHAVANNE, M. HELFER, M. FONTAINE, M. ROULLE, M. FAILLE, Mme PICHON-NASRI.

Pouvoirs :

Mme FENZAR-RIZKI  
Mme NEILZ  
Mme MOREAU  
M. PINTO DA COSTA OLIVEIRA  
M. BLAS  
M. DURANCEAU  
Mme CLERC  
M. ARCHIDEC  
M. ATHARI

à M. ZOUAIOUI  
à Mme BLANCHARD  
à Mme BREYSSE  
à M. JAHIER  
à Mme SAILLIER  
à M. MONOT  
à M. AUGUSTIN  
à Mme SMAGIEL  
à M. FONTAINE

NOMBRE DE MEMBRES	
Afférents au Conseil Municipal	En exercice
35	35

Présents	Représenté
26	9

Ont pris part à la délibération
35 Membres

**Secrétaire de séance** : M. BERNARD (titulaire) et Mme PICHON-NASRI (suppléante) ont été désignés pour remplir cette fonction, qu'ils ont acceptée.

\*\*\*

Accusé de réception en préfecture  
077-217702430-20240402-12-DE  
Date de télétransmission : 10/04/2024  
Date de réception préfecture : 10/04/2024

**N°12 - FONCIER – Lancement de la procédure de transfert d’office du Quai de la Gourdine (parcelle AO 65) dans le domaine public communal**

M. le Maire donne la parole à Mme BRATUN, son adjointe en charge de l’Urbanisme et du Foncier.

Mme BRATUN expose que la commune de Lagny-sur-Marne s’est engagée dans une démarche globale de régularisation foncière des voies privées ouvertes à la circulation dans le domaine public communal. La parcelle cadastrée AO 65 (Annexe 1) constitue l’assiette foncière du Quai de la Gourdine (extrémité Est).

Cette voie ouverte à la circulation publique, qui est déjà entretenue par la commune a donc vocation par sa destination et son usage à intégrer le domaine public communal. Par ailleurs cette emprise fait l’objet d’un emplacement réservé dans le PLU au profit de la Commune en vue de l’aménagement de liaisons douces.

A ce jour, les recherches du ou des propriétaires de cette parcelle auprès notamment du service de publicité foncière se sont avérées infructueuses. Par conséquent la Commune ne dispose d’aucun interlocuteur à qui s’adresser pour régulariser le statut de cette voie. Toute cession amiable s’avérant impossible, la Commune souhaite recourir à la procédure de transfert d’office de cette voie, en appliquant la procédure prévue par les articles L318-3 et R318-10 du Code de l’Urbanisme en vue de classer le Quai de la Gourdine (partie Est cadastrée AO 65) dans le domaine public communal.

Ce transfert doit permettre de régulariser une situation complexe à ce jour, tant pour la commune que pour les riverains. La régularisation de cette situation devient d’autant plus nécessaire que cette voie ouverte à la circulation générale se situe dans un secteur de la Ville qui fait l’objet de divers aménagements afin d’améliorer les conditions de circulation et la re naturalisation des bords de Marne.

L’article L318-3 du Code de l’urbanisme permet, en effet après enquête publique menée conformément aux dispositions du Code des relations entre le public et l’administration, le classement de voies privées dans la voirie communale, à la double condition qu’elles soient ouvertes à la circulation publique et situées dans des ensembles d’habitations ou dans des zones d’activités ou commerciales.

Le Maire ouvre cette enquête publique, après délibération du Conseil municipal, le cas échéant à la demande des propriétaires intéressés.

Le dossier soumis à enquête publique comprend obligatoirement :

- la nomenclature des voies et des équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé,
- une note indiquant les caractéristiques techniques de l’état d’entretien de chaque voie,
- un plan de situation,
- un état parcellaire,
- une notice explicative,
- un rappel des textes applicables.

Le Conseil municipal doit donner son avis sur ce projet dans un délai de quatre mois.

A l'issue de l'enquête, si aucun des propriétaires intéressés ne s'est opposé au projet, la décision portant transfert est prise par délibération du Conseil municipal.

En cas d'opposition, la décision est prise par arrêté du préfet.

Le transfert d'office se réalise alors sans versement d'indemnités aux propriétaires des voies.

La décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existants sur les biens transférés.

M. le Maire invite le Conseil Municipal :

- à se prononcer sur l'engagement de la procédure de transfert d'office et de classement dans le domaine public communal en application des articles susvisés de la voie dite « Quai de la Gourdine » sis à Lagny-sur-Marne correspondant à la parcelle AO 65 d'une superficie de 2 752 m<sup>2</sup>,
- à procéder à la désignation du commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique, à accomplir toutes les formalités de publication et de notification nécessaires et à ouvrir par arrêté l'enquête publique telle que prévue,
- à l'autoriser à signer tous documents y afférents.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**ENTENDU** l'exposé du rapporteur,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L1211-1,

**VU** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L318-3, R318-10 et R318-11,

**VU** le Code des relations entre le public et l'administration,

**VU** le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

**VU** le Code de la voirie routière et notamment les articles R414-4, et à titre complémentaire R141-5 et R141-7 à R141-9,

**VU** le plan délimitant la voie objet de la présente procédure (annexe 1),

**VU** l'avis de la commission urbanisme et foncier du 25 mars 2024,

2

*La présente délibération, à compter de son caractère exécutoire, peut faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois : par courrier adressé au Tribunal administratif de Melun, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Accuse de réception en préfecture  
077237702430-20240462-42-DE  
Date de réception commission : 10/04/2024  
Date de réception préfecture : 10/04/2024

**CONSIDERANT** que la voie sus désignée est ouverte à la circulation publique et a naturellement vocation à être rétrocédée à la commune et à intégrer le domaine public communal,

Après en avoir délibéré,

**DECIDE** d'engager une procédure de transfert d'office et de classement dans le domaine public communal en application des articles susvisés et notamment de l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme, de la voie dite « Quai de la Gourdine » sis à Lagny-sur-Marne correspondant à la parcelle AO 65 d'une superficie de 2 752 m<sup>2</sup>,

**INVITE** Monsieur le Maire à procéder à la désignation du commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique, à accomplir toutes les formalités de publication et de notification nécessaires et à ouvrir par arrêté l'enquête publique telle que prévue aux articles susvisés et notamment L318-3 et R318-10 du Code de l'urbanisme en vue d'un transfert sans indemnité dans le domaine public communal du Quai de la Gourdine,

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents utiles à ce dossier.

**Adopté à la majorité des suffrages exprimés par :**

**31 voix pour,**

**4 abstentions (M. ROULLE, M. FAILLE, Mme PICHON-NASRI et Mme CHAVANNE).**

  
**Secrétaire de Séance titulaire**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

Jean Paul MICHEL



Maire de Lagny-sur-Marne

Certifiée exécutoire à la suite de :  
Sa transmission en Sous-Préfecture, le 10/04/2024  
Sa mise en ligne, le 10/04/2024  
Lagny-sur-Marne, le 10/04/2024

3

*La présente délibération, à compter de son caractère exécutoire, peut faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois : par courrier adressé au Tribunal administratif de Melun, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site*

Tribunal administratif de Melun  
077-217702430-20240402-12-DE  
Date de télérecours : 10/04/2024  
Date de réception préfecture : 10/04/2024

DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Parcelle AO 65

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil  
Municipal du 02 avril 2024

Jean Paul MICHEL



Maire de Lagny-sur-Marne

Département :  
SEINE ET MARNE

Commune :  
LAGNY-SUR-MARNE

Section : AO  
Feuille : 000 AO 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/2500

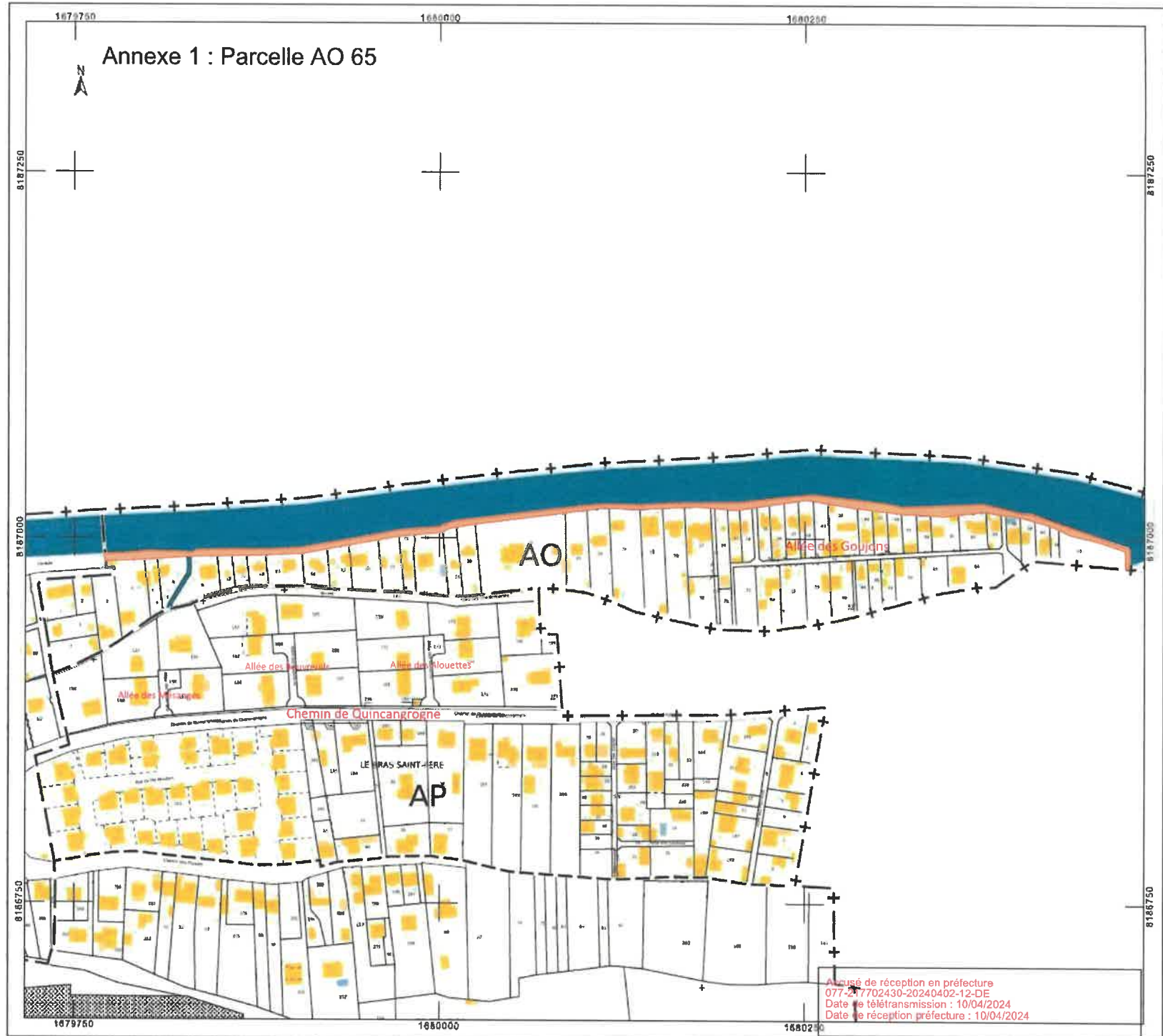
Date d'édition : 05/10/2021  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le  
centre des impôts foncier suivant :  
Meaux  
Pôle topographique et de gestion cadastrale Cité  
administrative de Mont Thabor 77337  
77337 Meaux Cedex  
tél. 01 64 35 32 52 -fax  
plgc.770.melun@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr  
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes  
publics





DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Parcelle AO 65

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil  
Municipal du 02 avril 2024

Jean Paul MICHEL



Maire de Lagny-sur-Marne

Département :  
SEINE ET MARNE

Commune :  
LAGNY-SUR-MARNE

Section : AO  
Feuille : 000 AO 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 05/10/2021  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le  
centre des impôts foncier suivant :  
Meaux  
Pôle topographique et de gestion cadastrale Cité  
administrative de Mont Thabor 77337  
77337 Meaux Cedex  
tél. 01 64 35 32 52 -fax  
ptgc.770.melun@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr  
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes  
publics



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 02 AVRIL 2024**

GL

N°12

**OBJET : CONSEIL MUNICIPAL**

**Lancement de la procédure de transfert d'office du Quai de la Gourdine (parcelle AO 65) dans le domaine public communal**

L'an deux mil vingt - quatre, le **CONSEIL MUNICIPAL**, légalement convoqué le 27 mars 2024 pour le 02 avril 2024 à 19 heures s'est réuni à l'Hôtel de Ville dans la salle du Conseil, sous la présidence de M. Jean-Paul MICHEL, Maire.

**PRESENTS**

Maire : M. MICHEL

Conseillers Municipaux : M. AUGUSTIN, Mme BLANCHARD, M. JAHIER, M. MONOT, Mme SAILLIER, M. ZOUAIOUI, Mme PUNTEL, M. CHAUVEAU, Mme BRATUN, Mme POUILLAIN, Mme BREYSSE, M. WACHOWIAK, M. GAUDEFROY, Mme MOKEDDEM, Mme DIKBAS, M. MACHADO, M. RYBKA, M. BERNARD, Mme SMAGIEL, Mme CHAVANNE, M. HELFER, M. FONTAINE, M. ROULLE, M. FAILLE, Mme PICHON-NASRI.

Pouvoirs :

Mme FENZAR-RIZKI  
Mme NEILZ  
Mme MOREAU  
M. PINTO DA COSTA OLIVEIRA  
M. BLAS  
M. DURANCEAU  
Mme CLERC  
M. ARCHIDEC  
M. ATHARI

à M. ZOUAIOUI  
à Mme BLANCHARD  
à Mme BREYSSE  
à M. JAHIER  
à Mme SAILLIER  
à M. MONOT  
à M. AUGUSTIN  
à Mme SMAGIEL  
à M. FONTAINE

NOMBRE DE MEMBRES	
Afférents au Conseil Municipal	En exercice
35	35

Présents	Représenté
26	9

Ont pris part à la délibération
35 Membres

**Secrétaire de séance** : M. BERNARD (titulaire) et Mme PICHON-NASRI (suppléante) ont été désignés pour remplir cette fonction, qu'ils ont acceptée.

\*\*\*

Accusé de réception en préfecture  
077-217702430-20240402-12-DE  
Date de télétransmission : 10/04/2024  
Date de réception préfecture : 10/04/2024

## **N°12 - FONCIER – Lancement de la procédure de transfert d'office du Quai de la Gourdine (parcelle AO 65) dans le domaine public communal**

M. le Maire donne la parole à Mme BRATUN, son adjointe en charge de l'Urbanisme et du Foncier.

Mme BRATUN expose que la commune de Lagny-sur-Marne s'est engagée dans une démarche globale de régularisation foncière des voies privées ouvertes à la circulation dans le domaine public communal. La parcelle cadastrée AO 65 (Annexe 1) constitue l'assiette foncière du Quai de la Gourdine (extrémité Est).

Cette voie ouverte à la circulation publique, qui est déjà entretenue par la commune a donc vocation par sa destination et son usage à intégrer le domaine public communal. Par ailleurs cette emprise fait l'objet d'un emplacement réservé dans le PLU au profit de la Commune en vue de l'aménagement de liaisons douces.

A ce jour, les recherches du ou des propriétaires de cette parcelle auprès notamment du service de publicité foncière se sont avérées infructueuses. Par conséquent la Commune ne dispose d'aucun interlocuteur à qui s'adresser pour régulariser le statut de cette voie. Toute cession amiable s'avérant impossible, la Commune souhaite recourir à la procédure de transfert d'office de cette voie, en appliquant la procédure prévue par les articles L318-3 et R318-10 du Code de l'Urbanisme en vue de classer le Quai de la Gourdine (partie Est cadastrée AO 65) dans le domaine public communal.

Ce transfert doit permettre de régulariser une situation complexe à ce jour, tant pour la commune que pour les riverains. La régularisation de cette situation devient d'autant plus nécessaire que cette voie ouverte à la circulation générale se situe dans un secteur de la Ville qui fait l'objet de divers aménagements afin d'améliorer les conditions de circulation et la re naturalisation des bords de Marne.

L'article L318-3 du Code de l'urbanisme permet, en effet après enquête publique menée conformément aux dispositions du Code des relations entre le public et l'administration, le classement de voies privées dans la voirie communale, à la double condition qu'elles soient ouvertes à la circulation publique et situées dans des ensembles d'habitations ou dans des zones d'activités ou commerciales.

Le Maire ouvre cette enquête publique, après délibération du Conseil municipal, le cas échéant à la demande des propriétaires intéressés.

Le dossier soumis à enquête publique comprend obligatoirement :

- la nomenclature des voies et des équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé,
- une note indiquant les caractéristiques techniques de l'état d'entretien de chaque voie,
- un plan de situation,
- un état parcellaire,
- une notice explicative,
- un rappel des textes applicables.

Le Conseil municipal doit donner son avis sur ce projet dans un délai de quatre mois.

A l'issue de l'enquête, si aucun des propriétaires intéressés ne s'est opposé au projet, la décision portant transfert est prise par délibération du Conseil municipal.

En cas d'opposition, la décision est prise par arrêté du préfet.

Le transfert d'office se réalise alors sans versement d'indemnités aux propriétaires des voies.

La décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existants sur les biens transférés.

M. le Maire invite le Conseil Municipal :

- à se prononcer sur l'engagement de la procédure de transfert d'office et de classement dans le domaine public communal en application des articles susvisés de la voie dite « Quai de la Gourdine » sis à Lagny-sur-Marne correspondant à la parcelle AO 65 d'une superficie de 2 752 m<sup>2</sup>,
- à procéder à la désignation du commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique, à accomplir toutes les formalités de publication et de notification nécessaires et à ouvrir par arrêté l'enquête publique telle que prévue,
- à l'autoriser à signer tous documents y afférents.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**ENTENDU** l'exposé du rapporteur,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L1211-1,

**VU** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L318-3, R318-10 et R318-11,

**VU** le Code des relations entre le public et l'administration,

**VU** le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

**VU** le Code de la voirie routière et notamment les articles R414-4, et à titre complémentaire R141-5 et R141-7 à R141-9,

**VU** le plan délimitant la voie objet de la présente procédure (annexe 1),

**VU** l'avis de la commission urbanisme et foncier du 25 mars 2024,

**CONSIDERANT** que la voie sus désignée est ouverte à la circulation publique et a naturellement vocation à être rétrocédée à la commune et à intégrer le domaine public communal,

Après en avoir délibéré,

**DECIDE** d'engager une procédure de transfert d'office et de classement dans le domaine public communal en application des articles susvisés et notamment de l'article L318-3 du Code de l'Urbanisme, de la voie dite « Quai de la Gourdine » sis à Lagny-sur-Marne correspondant à la parcelle AO 65 d'une superficie de 2 752 m<sup>2</sup>,

**INVITE** Monsieur le Maire à procéder à la désignation du commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique, à accomplir toutes les formalités de publication et de notification nécessaires et à ouvrir par arrêté l'enquête publique telle que prévue aux articles susvisés et notamment L318-3 et R318-10 du Code de l'urbanisme en vue d'un transfert sans indemnité dans le domaine public communal du Quai de la Gourdine,

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents utiles à ce dossier.

**Adopté à la majorité des suffrages exprimés par :**

**31 voix pour,**

**4 abstentions (M. ROULLE, M. FAILLE, Mme PICHON-NASRI et Mme CHAVANNE).**

  
**Secrétaire de Séance titulaire**

**POUR EXTRAIT CONFORME**

Jean Paul MICHEL



Maire de Lagny-sur-Marne

Certifiée exécutoire à la suite de :  
Sa transmission en Sous-Préfecture, le 10/04/2024  
Sa mise en ligne, le 10/04/2024  
Lagny-sur-Marne, le 10/04/2024

3

*La présente délibération, à compter de son caractère exécutoire, peut faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois : par courrier adressé au Tribunal administratif de Melun, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](https://www.telerecours.fr)*

Tribunal administratif de Melun  
077-211702430-20240402-12-DE  
Date de notification : 10/04/2024  
Date de réception préfecture : 10/04/2024



**Département de Seine et Marne  
Commune de Lagny-sur-Marne**

**Dossier d'enquête publique**

**Enquête publique  
Procédure de rétrocession L 318-3 du Code de l'Urbanisme Transfert  
d'office et classement dans le domaine public communal**

**8 – Arrêté du maire n° 2024AR/702 du 20/12/2024**

POLE URBANISME ET AMENAGEMENT

N ° 2024AR/702

---

**Désignation d'un commissaire enquêteur  
et ouverture d'une enquête publique en  
vue du transfert et du classement dans  
le domaine public communal du Quai de  
la Gourdine (parcelle cadastrée AO 65)**

---

**Le Maire de Lagny-sur-Marne,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriale ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment l'article L 2111-1 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 318-3, R 318-10 et R 318-11 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment en ses articles R 11-3 à R 11-14 ;

VU le code de la voirie routière et notamment les articles R 141-4, et à titre complémentaire R 141-5 et R 141-7 à R 141-9 ;

VU la délibération du Conseil municipal n° 12 du 02 avril 2024, décidant d'engager une procédure de transfert d'office et de classement dans le domaine public communal en application des articles susvisés et notamment de l'article L 318-3 du Code de l'Urbanisme, de la voie privée ouverte à la circulation publique suivante : Quai de la Gourdine (Parcelle AO 65), sise à Lagny-sur-Marne, et selon les délimitations portées au plan annexé, correspondant à la parcelle AO 65 pour laquelle le propriétaire n'a pas pu être identifié,

Et autorisant Monsieur le Maire à procéder à la désignation du commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique ; et à accomplir toutes les formalités de publication et de notification nécessaires, à ouvrir par arrêté l'enquête publique telle que prévue aux articles susvisés et notamment le L.318-3 et R.318-10 du Code de l'Urbanisme en vue d'un transfert sans indemnité dans le domaine public communal des voies et dépendances sus désignées ;

VU l'entretien du 05 décembre 2024 avec Monsieur BAYLE Christophe, inscrit sur la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur arrêté pour l'année 2024 par la commission de Seine et Marne ;

**CONSIDERANT** que les voies et dépendances sus désignées sont ouvertes à la circulation publique et ont de part leur usage et leur fonction vocation à être rétrocédées à la commune et à intégrer le domaine public communal ;

**CONSIDERANT** qu'il y a donc lieu de procéder par l'enquête publique prévue à l'article L.318-3 du Code de l'Urbanisme.



## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1**

Monsieur BAYLE Christophe, Chef de projets d'urbanisme et d'aménagement, retraité, est désigné comme Commissaire Enquêteur et procédera en cette qualité à la mise à enquête publique des dossiers ci-dessus susvisés,

### **ARTICLE 2**

Le projet ci-dessus visé, est constitué d'un dossier comprenant :

- Une notice explicative
- Un plan de situation
- Une nomenclature des voies et des équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé
- Une note indiquant les caractéristiques techniques de l'état d'entretien de la voie
- Un état parcellaire
- Un plan d'alignement
- Une délibération du Conseil municipal n°12 en date du 02 avril 2024
- L'arrêté du Maire n° en date du
- Les avis et insertions

Sera soumis à une enquête.

En conséquence, et Après accomplissement des mesures de publicité prescrites à l'article 3, ce projet ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la Mairie de Lagny-sur-Marne pendant 15 jours, du 03 février au 17 février 2025 de 8 h 30 à 12h00 et de 13 h30 à 17 h30 (sauf le jeudi après-midi jour de fermeture de la mairie).

Le Commissaire-Enquêteur recevra à la Mairie de Lagny-sur-Marne les déclarations de toutes personnes sur ce projet, aux dates et heures suivantes :

- le lundi 3 février 2025 de 08h30 à 12h00,
- le lundi 17 février 2025 de 13h30 à 17h30.

Les intéressés pourront présenter leurs observations sur le projet, soit en les consignant directement sur le registre d'enquête, soit en les adressant par écrit au Commissaire-Enquêteur qui les visera et les annexera au registre d'enquête ou bien en les adressant à l'adresse mail prévue à cet effet « [enquete-publique@lagny-sur-mame.fr](mailto:enquete-publique@lagny-sur-mame.fr) ». Ce registre à feuillets non mobiles, sera coté et paraphé par ses soins.

### **ARTICLE 3**

Au moins 15 jours avant le début de l'enquête, le présent arrêté sera affiché sur le territoire de la commune, à l'emplacement réservé à l'affichage administratif dédié aux enquêtes et à l'urbanisme, et adressé au Commissaire-Enquêteur. Il sera également affiché aux extrémités des voies. Les propriétaires visés, le cas échéant, par les articles L 318-3 du code de l'urbanisme seront avisés par notification de l'ouverture de l'enquête.

Il restera affiché durant toute la durée de l'enquête.

En outre, l'arrêté sera dans le même délai publié dans le journal « Le Pays Briard » ainsi que dans « Le Parisien 77 ».

### **ARTICLE 4**

Après avoir clos et signé le registre précité, visé et signé les pièces annexes à ce registre, s'il y a lieu, ainsi que les autres pièces qui ont servi de base à l'enquête, le Commissaire-Enquêteur les remettra dans le délai d'un mois au Maire, avec ses conclusions motivées.

Les conclusions et observations de l'enquête seront portées à la connaissance du Conseil Municipal qui sera appelé à en délibérer. En cas d'avis défavorable du Commissaire-Enquêteur, la délibération décidant, le cas échéant, le classement devra être motivée.

## **ARTICLE 5**

Le présent arrêté, à compter de son caractère exécutoire, peut faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois : par courrier adressé au Tribunal administratif de Melun, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 6**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de TORCY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de MELUN,
- Monsieur le Commissaire Principal de Police de LAGNY-SUR-MARNE,
- Monsieur l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de CHESSY,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours Principal de LAGNY-sur-MARNE,
- Monsieur le Commissaire-enquêteur pour notification

Fait à Lagny-sur-Marne le vingt décembre deux mille vingt quatre.

Pour extrait conforme,

Signé électroniquement  
Le Maire de Lagny-sur-Marne,



Jean Paul MICHEL

## Certificat de mise en ligne de documents

### Détails de la mise en ligne

Chaîne d'intégrité du certificat : EB 46 66 65 78 38 FB BB 53 AA D5 BD F9 DF 99 B8

Envoi réalisé par : 2213

Organisation :

MAIRIE DE LAGNY SUR MARNE  
Mairie, 2 place de l'Hotel de ville  
77400 Lagny-sur-Marne  
France

Mise en ligne des documents : 09/01/2025 à 17:31

### Documents mis en ligne (1)

Nom du document	Chaîne d'intégrité	Dossier	Nb de pages	Poids
<a href="#">AR702_Désignation d_un commissaire enquêteur - ouverture enquête publique- transfert et classement dans le domaine public communal du Quai de la Gourdine.pdf</a>	C1 E6 92 61 2D 37 41 A5 36 C7 6F AF 63 8D BC AB	3716		981378

**Département de Seine et Marne  
Commune de Lagny-sur-Marne**

**Dossier d'enquête publique**

**Enquête publique  
Procédure de rétrocession L 318-3 du Code de l'Urbanisme Transfert  
d'office et classement dans le domaine public communal**

**9 – Publicité et Insertions**

# REPUBLIQUE FRANCAISE

-----

## RAPPORT DE CONSTATATION

**Rapport n° : FC/01/25**

L'an deux mille vingt-cinq le dix-sept janvier,

Je soussignée, Céré Fabienne, Brigadier-Chef Principal de Police Municipale, Agent de Police Judiciaire Adjoint, agréée et assermentée en résidence à la Mairie de Lagny Sur Marne, assistée de Madame BOTREL Valérie, chargée mission Foncier et Urbanisme à la Mairie de Lagny-Sur-Marne ;

Vu les articles 21, 21/2, 21-1, 21-2, 28, 73, 429 et 431 du Code de Procédure Pénale,  
Vu les articles L2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales  
Vu les articles L. 480-1 et R. 480-3 du code de l'urbanisme ;  
Vu l'arrêté de commissionnement en date du 17/06/2019.

A la demande du pôle aménagement et urbanisme, je suis requis afin d'effectuer un constat d'affichage concernant l'avis d'enquête publique relatif à la procédure de transfert d'office dans le domaine public communal du Quai de la Gourdine. Ces affichages sont présents et visible depuis la voie publique sur dix sites de la Commune de Lagny sur-Marne, à savoir :

- Mairie, affichage présent réglementairement apposé sur le panneau d'information municipal,
- Allée Vieille et gentil, affichage présent réglementairement apposé sur le panneau d'information municipal,
- Rue du Pont Hardy, affichage présent réglementairement apposé sur le panneau d'information municipal,
- Avenue de Rothschild, affichage présent réglementairement apposé sur le panneau d'information municipal,
- Avenue de Beau Site, affichage présent réglementairement apposé sur le panneau d'information municipal,
- Rue de Marne, affichage présent réglementairement apposé sur le panneau d'information municipal,
- Mix City (Rue Louis Blériot), affichage présent réglementairement apposé sur le panneau d'information municipal,
- Avenue André Malraux, affichage présent réglementairement apposé sur le panneau d'information municipal,
- Cour Pierre Herbin, affichage présent réglementairement apposé sur le panneau d'information municipal,
- Centre Technique Municipal, 54 Rue Ampère, affichage présent sur la porte d'entrée principale,
- Aux extrémités du Quai de la Gourdine faisant l'objet de la présente procédure.

Des clichés photographiques et un plan sont annexés au présent rapport.

En conséquence, je rédige le présent rapport pour transmission à Monsieur le Maire de Lagny-sur-Marne et au service urbanisme.

L'Agent

Fabienne CERE

The image shows a circular official seal of the Municipality of Lagny-sur-Marne. The seal contains the text "Mairie de LAGNY-SUR-MARNE" around the top edge and "S.-&-M." at the bottom. In the center, there is a coat of arms featuring a figure holding a staff and a banner. The seal is partially obscured by a handwritten signature in black ink that reads "Fabienne CERE".

Logo of the Prefecture of Seine-et-Marne

Service de l'Ingénierie et des Services Techniques  
de l'Urbanisme, de l'Équipement  
du Patrimoine et de la Qualité  
de l'Aménagement de l'Intercommunalité

AVIS D'ENQUÊTE AU PUBLIC

MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET DE TRAVAUX DE MAINTIEN ET DE RÉPARATION DE LA VOIE PUBLIQUE...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...

LAGNY  
sur-Marne

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE  
COMMUNE DE LAGNY-SUR-MARNE  
ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE AU TRANSFERT D'OFFICE  
DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU QUAI DE LA GOURDINE  
(PARCELLE AO 63)

Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...

Préfecture de Seine-et-Marne  
Direction de l'Urbanisme, de l'Équipement  
du Patrimoine et de la Qualité  
de l'Aménagement de l'Intercommunalité

Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...

Jean-Paul RICHES  
Maire de Lagny-sur-Marne

NE PAS RECOURIR OU ENLEVER AVANT LE 16 FÉVRIER 2025  
Pour tout renseignement : Pôle Urbanisme - Tél. 03 74 53 02 14

Logo of the Prefecture of Seine-et-Marne

Direction de la Coordination  
des Services de l'État

AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES  
CONJOINTES

Les avis publics relatifs au projet de loi n° 2024-1040 du 12 septembre 2024 relatif à la sécurité publique...  
Les avis publics relatifs au projet de loi n° 2024-1040 du 12 septembre 2024 relatif à la sécurité publique...  
Les avis publics relatifs au projet de loi n° 2024-1040 du 12 septembre 2024 relatif à la sécurité publique...

Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...

Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...

Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...

Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...

Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...

Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...

Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...

Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...

Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...  
Le Maire de Lagny-sur-Marne, en vertu de la loi n° 2000-1208 du 6 décembre 2000 relative à la sécurité publique...















Avenue André Malraux

Document administratif ou réglementaire, partiellement visible sur la gauche de l'image.

Document administratif principal, imprimé sur papier jaune, fixé avec des clips bleus. Le contenu est difficile à lire en raison de la résolution et de l'angle de la photo, mais il semble contenir des informations relatives à un projet ou à une enquête.

**LAGNY**

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

COMMUNE DE LAGNY-SUR-FAVRE  
ENQUÊTE PUBLIQUE RÉGALABLE AU TRANSCENT D'OFFICES  
DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU 9051 DE LA BOURNIE  
(PARCELLE N° 13)

Le projet de création d'offices de la commune de Lagny-sur-Favre est soumis à enquête publique. Les citoyens sont invités à venir consulter le dossier et à déposer leurs observations.

**• Date de l'enquête :** Du 10 au 14 mai 2024  
**• Lieu de l'enquête :** Mairie de Lagny-sur-Favre, 10 rue de la Bourne

Le dossier est consultable de 9h à 17h, les jours ouvrables.

Les observations doivent être déposées au secrétariat de la commune de Lagny-sur-Favre, 10 rue de la Bourne, 02140 Lagny-sur-Favre.

Le dossier est consultable de 9h à 17h, les jours ouvrables.

Le dossier est consultable de 9h à 17h, les jours ouvrables.





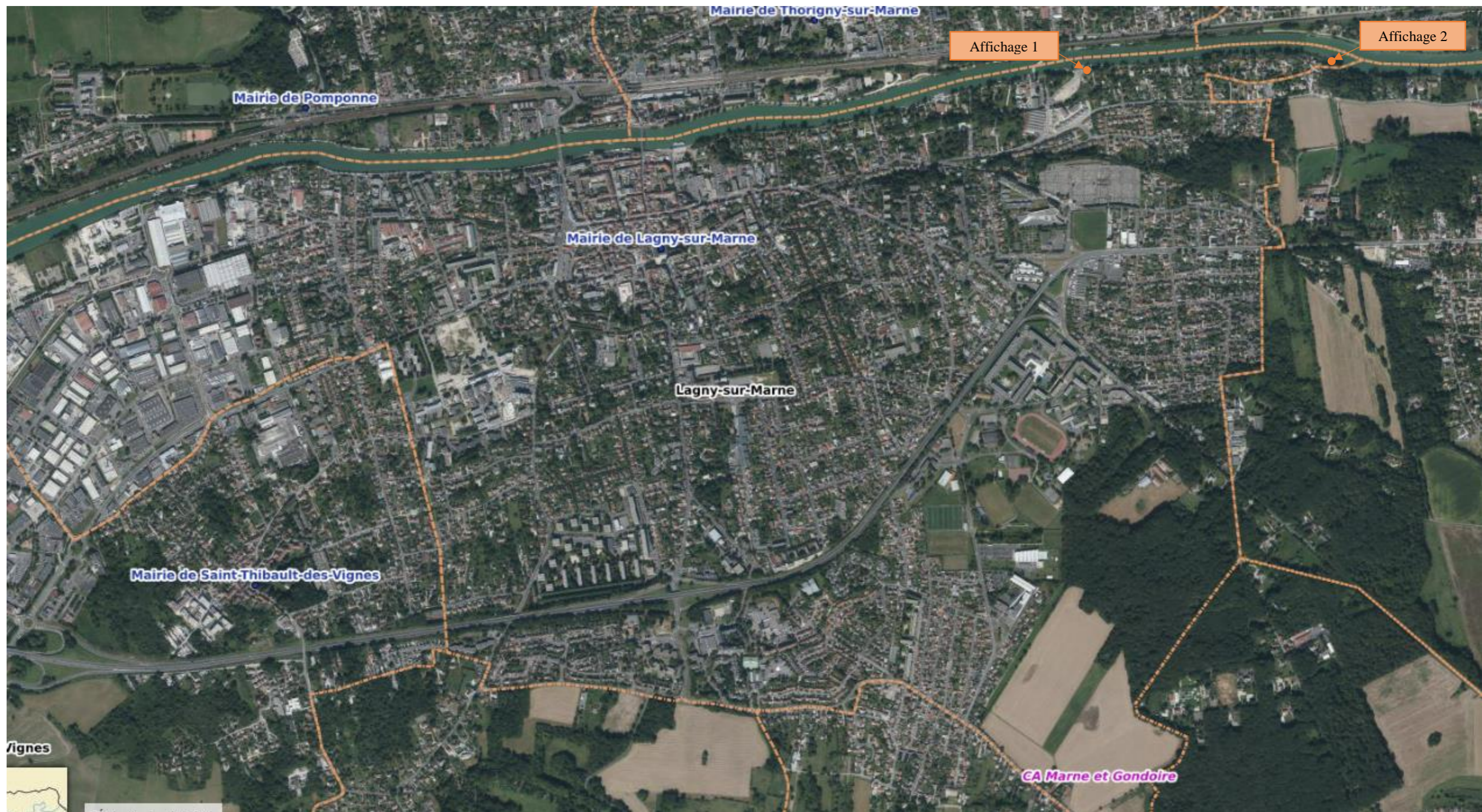


## Quai de la Gourdine – Affichage 1



## Quai de la Gourdine – Affichage 2







# AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

## COMMUNE DE LAGNY-SUR-MARNE ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE AU TRANSFERT D'OFFICE DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU QUAI DE LA GOURDINE (PARCELLE AO 65)

Par arrêté n° 2024AR/702 en date du 20 décembre 2024, le maire de Lagny-sur-Marne a prescrit l'ouverture de l'enquête publique préalablement au transfert d'office sans indemnités dans le domaine public communal du quai de la Gourdine (parcelle AO 65).

À cet effet, Monsieur **BAYLE Christophe** a été désigné commissaire enquêteur.

L'enquête se déroulera à la mairie du 03 février au 17 février 2025, aux jours et heures habituelles d'ouverture :

- Lundi, mardi, mercredi et vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30
- Jeudi de 8h30 à 12h00
- Samedi de 9h00 à 12h00

Le public pourra prendre connaissance du dossier et, soit consigner ses observations et/ou propositions sur le registre d'enquête, soit les adresser par écrit au commissaire enquêteur à compter du 03 février 2025 et au plus tard le 17 février 2025 à :

Mairie de Lagny-sur-Marne  
À l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur,  
2, place de l'Hôtel de Ville  
77400 Lagny-sur-Marne

De la même manière, le public pourra prendre connaissance du dossier sur le site internet de la ville : [www.lagny-sur-marne.fr/cadre-de-vie/urbanisme/enquetes-publiques-foncier](http://www.lagny-sur-marne.fr/cadre-de-vie/urbanisme/enquetes-publiques-foncier) et faire parvenir ses observations et/ou propositions à l'adresse mail suivante : [enquete-publique@lagny-sur-marne.fr](mailto:enquete-publique@lagny-sur-marne.fr)

**Le commissaire enquêteur recevra le public, à l'Hôtel de Ville :**

- Lundi 3 février 2025 de 8h30 à 12h00
- Lundi 17 février 2025 de 13h30 à 17h30

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront transmis au maire dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête et tenus à la disposition du public pour une durée d'un an, sur le site internet de la ville [www.lagny-sur-marne.fr](http://www.lagny-sur-marne.fr) et en mairie. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication.

**Jean-Paul MICHEL**  
Maire de Lagny-sur-Marne

**NE PAS RECOUVRIR OU ENLEVER AVANT LE 18 FÉVRIER 2025**  
Pour tout renseignement : Pôle Urbanisme et Aménagement Tél. 01 74 92 12 74

## ATTESTATION DE PARUTION

*Cette attestation vous est adressée sous réserve d'incidents techniques et/ou de cas de force majeure. Médialex peut être amené à vous adresser une attestation de parution modifiée après vérification de vos données saisies (modification de date de parution, de journal en cas d'habilitation partielle mal renseignée, de périodicité du journal...)*

**De la part de : Nelly Hardy**  
**Identifiant annonce : 22180482 / Zone 20**  
**Numéro d'ordre : 7390446201**

Rennes.  
Le 06/01/2025

Nous soussignés, Médialex Agence d'annonces légales et judiciaires SAS au capital de 480 000 Euros, représentée David SHAFIRO déclarons avoir reçu ce jour par voie électronique de :

**Commune de Lagny-sur-Marne**

le texte d'annonce légale ci-dessous :

COMMUNE DE LAGNY SUR MARNE

### ENQUÊTE PUBLIQUE

#### Transfert d'office

En application de l'arrêté du Maire n° 2024AR/702 en date du 20/12/2024, est prescrite, sur le territoire de la Commune de Lagny-sur-Marne, l'ouverture d'une enquête publique préalable au transfert et au classement dans le domaine public communal du Quai de la Gourdine.

Monsieur BAYLE Christophe est désigné en qualité de Commissaire Enquêteur. Cette enquête publique se déroulera du 03 au 17 février 2025.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés pendant 15 jours à la mairie, où le public pourra consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 (sauf le jeudi après-midi).

Les observations pourront être également adressées par lettre au Commissaire Enquêteur à la Mairie de Lagny-sur-Marne ou à l'adresse mail suivante : [enquete-publique@lagny-sur-marne.fr](mailto:enquete-publique@lagny-sur-marne.fr)

Le Commissaire Enquêteur recevra le public en mairie les lundis 03/02/2025 de 8h30 à 12h00 et le 17/03/2025 de 13h30 à 17h30.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie et sur le site internet de la Ville.

Le présent arrêté sera publié par voie d'affiches notamment à l'emplacement réservé à l'affichage administratif dédié aux enquêtes et à l'urbanisme à la

mairie et sur le site de la Ville.

*Cet aperçu est donné à titre purement indicatif  
il ne reflète pas forcément la composition de l'annonce telle qu'elle sera publiée*

**Cette annonce d'enquête publique 2ème avis paraîtra :**

Date	Support	Département
Le 7 février 2025	Le Pays Briard (support papier)	77 - SEINE ET MARNE

Date	Support	Département
Le 7 février 2025	Le Parisien (support papier)	77 - SEINE ET MARNE

David SHAPIRO  
Représentant permanent de Médialex



## La vie des sociétés

7391761201 - VS

**TRAVET**  
EARL  
Au capital de 189 700 euros  
16, rue de Vignot  
77580 BOULEURS  
497 570 754 RCS Meaux

### OBJET SOCIAL

Aux termes de l'AGE du 31 décembre 2024, l'objet social a été modifié par adjonction de l'activité de prise en pension et/ou demi-pension de chevaux, avec garde de l'équidé au pré, en paddock ou en box, soins courants et alimentation ; et Marie-Claude TRAVET a démissionné de ses fonctions de cogérante, laissant Anthony TRAVET seul gérant de la société ; le tout à compter du 31 décembre 2024.  
Mentions au RCS de Meaux.

**MEDIALEX**  
medialex.fr

**Le pays Briard**

en PAPIER et/ou  
en version NUMÉRIQUE

7391569901 - VS



Expert-comptable  
57, avenue Franklin-Roosevelt  
77210 AVON  
Téléphone : 01 60 39 55 90

### AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 13 janvier 2025, à Perthes.  
Dénomination : NARLO.  
Forme : société à responsabilité limitée.  
Siège social : 21, rue de la Vallée, 77930 Perthes.  
Objet : la prise de participation dans toutes sociétés françaises ou étrangères ainsi que la réalisation de prestations de services au profit des entreprises en général et de ses filiales en particulier.  
Durée de la société : 99 années.  
Capital social fixe : 500 euros.  
Gérant : M. Ivan HERNANDEZ ARRIBAS, demeurant 21, rue de la Vallée, 77930 Perthes.  
La société sera immatriculée au RCS Melun.

7391891801 - VS

**MORPHEUS FRANCE**  
Société par actions simplifiée  
Au capital de 8 000 euros  
Siège social :  
9-13, avenue Jean-Monnet  
77270 VILLEPARISIS  
523 510 782 RCS Meaux

### AVIS DE MODIFICATIONS

Par décisions unanimes en date du 18 décembre 2024 les associés ont décidé :

- de nommer la société COQUELLE DEVELOPPEMENT, Société par actions simplifiée au capital de 44 211 571 euros dont le siège social est zone d'activité Artolpole II, allée de Belgique, 62000 Arras, immatriculée sous le numéro 979 534 773 RCS Arras en qualité de présidente en remplacement de Mme Sindy ROBINE, démissionnaire.
- De nommer la société COQUELLE FINANCES, Société par actions simplifiée au capital de 19 185 970 euros dont le siège social est zone d'activité Artolpole II, allée de Belgique, 62000 Arras, immatriculée sous le numéro 838 084 010 RCS Arras en qualité de directrice générale en remplacement de M. Hervé GLARDON, démissionnaire.
- De nommer la société AVENTIS AUDIT, Société anonyme à conseil d'administration, au capital de 150 000 euros, immatriculée sous le numéro 305 446 577 RCS Lyon, domiciliée 14, quai du Commerce, 69009 Lyon, en qualité de commissaire aux comptes titulaire pour un mandat de 6 exercices, soit jusqu'à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.
- D'étendre l'objet social aux activités de transport public routier de marchandises et d'affrètement.
- De transférer le siège social du 9-13, avenue Jean-Monnet, 77270 Villeparisis à la zone d'activité Artolpole II, allée de Belgique, 62000 Arras.
- De modifier la date de clôture de l'exercice social désormais fixé au 31 décembre de chaque année.
- De procéder à la refonte globale des statuts.

Pour modification au RCS Meaux et immatriculation au RCS Arras.

## Avis administratifs

7390445701 - AA

### Commune de LAGNY-SUR-MARNE Transfert d'office 1ER AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En application de l'arrêté du maire n° 2024AR/702 en date du 20 décembre 2024, est prescrite, sur le territoire de la commune de Lagny-sur-Marne, l'ouverture d'une enquête publique préalable au transfert et au classement dans le domaine public communal du Quai de la Gourdière.  
M. BAYLE Christophe est désigné en qualité de commissaire enquêteur. Cette enquête publique se déroulera du 3 au 17 février 2025.  
Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés pendant 15 jours à la mairie, où le public pourra consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30 (sauf le jeudi après-midi).  
Les observations pourront être également adressées par lettre au commissaire enquêteur à la mairie de Lagny-sur-Marne ou à l'adresse mail suivante : [enquete-publique@lagny-sur-marne.fr](mailto:enquete-publique@lagny-sur-marne.fr)  
Le commissaire enquêteur recevra le public en mairie les lundis 3 février 2025 de 8 h 30 à 12 h 00 et le 17 mars 2025 de 13 h 30 à 17 h 30.  
Le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie et sur le site internet de la ville.  
Le présent arrêté sera publié par voie d'affiches notamment à l'emplacement réservé à l'affichage administratif dédié aux enquêtes et à l'urbanisme à la mairie et sur le site de la ville.

## Procédure adaptée Marchés inférieurs à 90.000 € HT

7391698801 - MN



### Entretien des dispositifs de fermetures ou équipements techniques manuels, motorisés, semi-automatiques et automatiques

#### PROCÉDURE ADAPTÉE

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : OPH de Coulommiers. Correspondant : Mario-José THOURET, 13, allée de la Rotonde, 77120 Coulommiers, France. Tél. : 01 64 03 89 34. Courriel : [marches@ophcoulommiers.fr](mailto:marches@ophcoulommiers.fr)  
Adresse internet : <http://oph-coulommiers.e-marchespublics.com>  
Adresse internet du profil d'acheteur : [https://oph-coulommiers.e-marchespublics.com/pack/annonce\\_marche\\_public\\_4022\\_1067714.html](https://oph-coulommiers.e-marchespublics.com/pack/annonce_marche_public_4022_1067714.html)  
Objet du marché : accord-cadre concernant l'entretien des dispositifs de fermetures ou équipements techniques manuels, motorisés, semi-automatiques et automatiques appartenant au patrimoine de l'Office Public de l'Habitat de Coulommiers.  
Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.  
Unité monétaire utilisée, l'euro.  
Les documents à produire par les candidats sont inscrits au titre de l'article IV du Règlement de la Consultation.  
Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (réglement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).  
Type de procédure : procédure adaptée.  
Date limite de réception des offres : 3 mars 2025 à 12 h 00.  
Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.  
Autres renseignements :  
Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2025-2.  
Date d'envoi du présent avis à la publication : 14 janvier 2025.

### Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 16 décembre 2024 soit 0,225 € ht le caractère

Les annonces sont informées que, conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012 les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr).

## Imprimer, c'est aussi recycler et revaloriser !



8, place Henri IV  
77100 MEAUX  
Tél : 01 64 75 38 00  
e-mail : [lepaysbriard@actu.fr](mailto:lepaysbriard@actu.fr)  
Editeur : Thomas Marin

**Société editrice :**  
FLUBHERDOS SAS  
Siège social :  
261 rue de Chateaugron  
35051 RENNES CDX 9  
SAS au capital de 34 000 000 €

**Principal actionnaire :**  
SIPA (représentée par Fabrice BAKHOUCHE)

**Président du directoire et directeur de publication :**  
Laurent GOUHIER

**Impression :** SCE - La Presse de la Manche - 9 rue Gambetta 50100 CHERBOURG OCTEVILLE

**Publicité locale, régionale et petites annonces :**  
Tél. 01 64 75 38 00  
[www.ledes.com](http://www.ledes.com)  
Directrice de publicité : Nicole Leveur

**Annonces légales :**  
Tél. 02 99 26 42 00  
**MEDIALEX** [www.medialex.fr](http://www.medialex.fr)

Prix : 1,40 €  
Abonnement 1 an : 100 €

ISSN 1142-5695  
Commission paritaire n° 0228 C 82769



# La centrale des marchés

Par MEDIALEX

## Trouvez gratuitement le bon marché public près de chez vous !

[lacentraledesmarches.com](http://lacentraledesmarches.com)

## ATTESTATION DE PARUTION

*Cette attestation vous est adressée sous réserve d'incidents techniques et/ou de cas de force majeure. Médialex peut être amené à vous adresser une attestation de parution modifiée après vérification de vos données saisies (modification de date de parution, de journal en cas d'abilitation partielle mal renseignée, de périodicité du journal ...).*

**De la part de : Peggy Claudin**  
**Identifiant annonce : 22149796 / Zone 20**  
**Numéro d'ordre : 7390445701**

Rennes,  
Le 06/01/2025

Nous soussignés, Médialex Agence d'annonces légales et judiciaires SAS au capital de 480 000 Euros, représentée David SHAPIRO déclarons avoir reçu ce jour par voie électronique de :

### Commune de Lagny-sur-Marne

le texte d'annonce légale ci-dessous :

#### COMMUNE DE LAGNY SUR MARNE

### ENQUÊTE PUBLIQUE

#### Transfert d'office

En application de l'arrêté du Maire n° 2024AR/702 en date du 20/12/2024, est prescrite, sur le territoire de la Commune de Lagny-sur-Marne, l'ouverture d'une enquête publique préalable au transfert et au classement dans le domaine public communal du Quai de la Gourdine.

Monsieur BAYLE Christophe est désigné en qualité de Commissaire Enquêteur. Cette enquête publique se déroulera du 03 au 17 février 2025.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés pendant 15 jours à la mairie, où le public pourra consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 (sauf le jeudi après-midi).

Les observations pourront être également adressées par lettre au Commissaire Enquêteur à la Mairie de Lagny-sur-Marne ou à l'adresse mail suivante : [enquete-publique@lagny-sur-marne.fr](mailto:enquete-publique@lagny-sur-marne.fr)

Le Commissaire Enquêteur recevra le public en mairie les lundis 03/02/2025 de 8h30 à 12h00 et le 17/03/2025 de 13h30 à 17h30.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie et sur le site internet de la Ville.

Le présent arrêté sera publié par voie d'affiches notamment à l'emplacement réservé à l'affichage administratif dédié aux enquêtes et à l'urbanisme à la



mairie et sur le site de la Ville.

*Cet aperçu est donné à titre purement indicatif  
Il ne reflète pas forcément la composition de l'annonce telle qu'elle sera publiée*

**Cette annonce d'enquête publique 1er avis paraîtra :**

Date	Support	Département
Le 17 janvier 2025	Le Parisien (support papier)	77 - SEINE ET MARNE

Date	Support	Département
Le 17 janvier 2025	Le Pays Briard (support papier)	77 - SEINE ET MARNE

David SHAPIRO  
Représentant permanent de Médialex



Musée du Louvre Les minivisites en 20 minutes, c'est bien aussi ➔ P. X et XI

Souppes-sur-Loing La sucrerie centenaire baisse le rideau ➔ P. II

77

Seine-et-Marne • Vendredi 17 janvier 2025 • N° 25007 • 3,90 €

# Le Parisien

+ Vos magazines Week-end et TV



**PSG**  
Kvaratskhelia, retenez bien ce nom



REUTERS/AGENCE FRANCE PRESSE

**Gouvernement**  
Bayrou échappe à la censure

➔ Politique • P. 6



UPOL/ARPELEZONE

**Automobile**  
Comment Renault tire son épingle du jeu

➔ Économie • P. 10

Israël - Gaza

## Les coulisses du cessez-le-feu

Il n'a rien d'un diplomate. Pourtant, Donald Trump a été déterminant pour faire aboutir la trêve, qui doit encore être entérinée par Tel-Aviv.



AP/PHOTOMONTAGE

➔ Fait du jour • P. 2 à 5



OMNIPRESS/AGENCE FRANCE PRESSE

➔ Sports • P. 16 et 17

Le Parisien

R 20174 - 117 - 3,90 €





Musée du Louvre Les minivisites en 20 minutes, c'est bien aussi ➔ P. X et XI

Souppes-sur-Loing La sucrerie centenaire baisse le rideau ➔ P. II

77

Seine-et-Marne • Vendredi 17 janvier 2025 • N° 25007 • 3,90 €

# Le Parisien

+ Vos magazines Week-end et TV



PSG Kvaratskhelia, retenez bien ce nom



REUTERS/BENOIT TESIER

## Gouvernement Bayrou échappe à la censure

➔ Politique • P. 6



AFP/FRANCESCO ROMANO



LP/OLIVIER LEBLANC

## Automobile Comment Renault tire son épingle du jeu

➔ Économie • P. 10

## Israël - Gaza

# Les coulisses du cessez-le-feu

Il n'a rien d'un diplomate. Pourtant, Donald Trump a été déterminant pour faire aboutir la trêve, qui doit encore être entérinée par Tel-Aviv.



➔ Fait du jour • P. 2 à 5

AFP/MENAHEN KAHANA

Le Parisien

R 20174 - 117 - 3,90 €

➔ Sports • P. 16 et 17

**MÉTRO** | La ligne, qui relie la station Pont-de-Sèvres, à Boulogne (Hauts-de-Seine), à celle de Mairie-de-Montreuil (Seine-Saint-Denis), fait l'objet de travaux de modernisation qui vont se répéter.

## Pourquoi la 9 sera interrompue ce dimanche

Marie-Anne Gairaud

**CE DIMANCHE** 19 janvier, toute la journée, la ligne 9, de Mairie-de-Montreuil à Pont-de-Sèvres, sera entièrement fermée. Et l'opération se renouvellera à quatre reprises d'ici à la fin du mois de mars : les 2 et 16 février et les 9 et 30 mars. Avec 500 000 voyageurs transportés chaque jour, la 9 est la 4<sup>e</sup> ligne la plus empruntée du métro parisien. Depuis quelques années, un programme de modernisation a été engagé afin de faire face à l'affluence de voyageurs. De nouveaux trains plus confortables (avec ventilation réfrigérée, une plus grande capacité d'accueil de voyageurs...) y circulent, et l'atelier de maintenance situé à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) a été rénové. Un nouveau poste de commandement centralisé a aussi été mis en service en

mars 2020. Très prochainement, il accueillera tout le personnel chargé de gérer la circulation des rames et de l'orchestration des départs avec intervalle régulier depuis les terminus. Des agents qui vont disposer d'un nouvel outil facilitant le séquençage des trains pour garantir un intervalle régulier entre chaque rame, et donc plus de régularité pour les voyageurs.

« Il y aura plus de fluidité et de régularité »

« Comme tout projet complexe, il peut y avoir des perturbations au départ, puisqu'il y aura une période de rodage. Mais nous savons faire, et nous veillerons à ce que ces perturbations soient très limitées pour les voyageurs », assure Mohamed Chihî, le directeur de la ligne, alors que cette période de rodage doit intervenir dans les prochains jours.



Paris (XVI<sup>e</sup>), station Trocadéro. Des travaux auront lieu aussi les dimanches 2 et 16 février et les 9 et 30 mars. (Archives.)

remplacer par ce système. Au lieu d'avoir un signal physique sur les côtés dans le tunnel, le conducteur aura les informations directement dans sa cabine », explique le directeur de la ligne. Ce système d'information automatisé permettra de rapprocher au maximum les trains. « Il y aura plus de débit, plus de fluidité et de régularité [...] L'exploitation sera également plus résiliente en cas d'incident », se projette déjà Mohamed Chihî.

**« Aucun dimanche de match ne sera impacté »** Pour que le nouveau système soit opérationnel dès le mois d'août, plusieurs phases d'essai seront nécessaires. Certaines auront lieu de nuit

À ces nouveaux outils de régulation va s'ajouter un nouveau système de conduite. Nom de code : Optis VB2. Aujourd'hui, pour éviter qu'un train ne rattrape l'autre – et veiller à ce que le temps entre chaque rame soit espacé –, le conducteur se réfère à la si-

gnalisation installée dans les tunnels. Quand un feu est rouge, il sait qu'il doit arrêter la rame pour ne pas coller de trop près, voire rattraper le métro qui est juste devant lui. Question de sécurité. « Demain, nous allons supprimer un certain nombre de signaux et les

### JUDICIAIRES ET LÉGALES

### ANNONCES 77

Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces judiciaires et légales par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements : 60-75-77-78-91-92-93-94-95. La tarification des annonces judiciaires et légales définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024 est la suivante pour les départements d'habilitation : Tarification au forfait : Constitution de sociétés civiles et commerciales : (SA) 335 € HT - (SAS) 197 € HT - (SASU) 141 € HT - (SNC) 218 € HT - (SARL) 147 € HT - (EURL) 123 € HT - (SOCIÉTÉ CIVIL) 220 € HT - (SCI) 189 € HT. Démission/nomination, cessation de fonction de GAC - Transfert du siège social - Changement de gérant - Modification de la date d'ouverture ou de clôture de l'exercice social, de la date de commencement de l'activité et de la prorogation - Reconstitution du capital : 108 € HT - Réduction du capital social - Modification du capital social - Nomination de l'AJ : 135 € HT - Changement de dénomination - Transformation de la formesociale - Mouvements - Cessions d'actions - Résiliation du bail commercial : 197 € HT - Dissolution des sociétés civiles ou commerciales : 152 € HT - Clôture de la liquidation des sociétés civiles ou commerciales : 110 € HT - Changement de patronyme : 57 € HT. Tarification au caractère (espace inclus) pour certaines modifications voir arrêté du 22 décembre 2025 : 60 (0,1836 € HT) - 75/92/93/94 (0,237 € HT) - 91/77/78/95 (0,225 € HT).

#### LES MARCHÉS PUBLICS

Consultez aussi nos annonces sur <http://avisdemarches.leparisien.fr>

#### Marchés + de 90 000 Euros

Avis rectificatif du 14/01/25  
**VILLE DE TORCY**  
M. Le Maire  
Place de l'Appel du 18 juin 1940  
77200 Torcy  
Tél : 01 60 37 37 84 - Fax : 01 60 37 37 51  
mèl : service.marches@mairie-torcy.org  
web : <http://www.ville-torcy.fr>  
Référence : PA24128  
Objet : **TRAVAUX D'ENFOUSSEMENT DES RESEAUX SECS DE LA RUE DE LA REPUBLIQUE (TORCY 77200)**  
Remise des offres :  
au lieu de : 17/01/25 à 12h00 au plus tard.  
lire : 24/01/25 à 12h00 au plus tard.  
Prix :  
au lieu de : Tranche ferme Travaux d'enfouissement des réseaux 376 240,91 € Tranche optionnelle 1 Travaux de tapis de chaussée en enrobée 157 283,40 €  
lire : Tranche ferme Travaux d'enfouissement des réseaux 428 286,18 € Tranche optionnelle 1 Travaux de tapis de chaussée en enrobée 157 795,60 €  
Pour retrouver cet avis intégral, allez sur <http://www.ville-torcy.fr>

#### Constitution de société

Par ASSP en date du 07/01/2025, il a été constitué une SASU dénommée :

#### SRD ELEC

Siège social : 10 RUE DES FRERES LUMIERE 77100 MEAUX Capital : 3000 € Objet social : LES TRAVAUX D'ELECTRICITE Président :

Mme KAUR SATWANT demeurant 23 RUE MORIN 93700 DRANCY élue pour une durée de INDETERMINE ans. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MEAUX.

#### Créances salariales

LA SCP Ph.ANGEL - D.HAZANE - S.DUVAL - Mandataires Judiciaires Associés, conformément aux dispositions des articles du Code de Commerce L.625-1 & R.625-3, L.631-18 & R.631-32, L.641-14 & R.641-33, applicables à la cause, les salariés dont la créance ne figure pas en tout ou partie sur le relevé des créances salariales déposé au greffe du Tribunal de Commerce de MEAUX peuvent saisir sous peine de forclusion le Conseil de prud'hommes dans un délai de 2 mois à compter de la présente publication de : SASU ARCI80-CB - 4/6 Boulevard de Beaubourg - 77183 CROISSY-BEAUBOURG - RCS 499 927 853 - Greffe n° 2024/1101.

LA SCP Ph.ANGEL - D.HAZANE - S.DUVAL - Mandataires Judiciaires Associés, conformément aux dispositions des articles du Code de Commerce L.625-1 & R.625-3, L.631-18 & R.631-32, L.641-14 & R.641-33, applicables à la cause, les salariés dont la créance ne figure pas en tout ou partie sur le relevé des créances salariales déposé au greffe du Tribunal de Commerce de MEAUX peuvent saisir sous peine de forclusion le Conseil de prud'hommes dans un délai de 2 mois à compter de la présente publication de : SARL PRO PLUS - 24 allée des Platanes - 77100 MEAUX - RCS 450 292 941 - Greffe n° 2024/11028.

LA SCP Ph.ANGEL - D.HAZANE - S.DUVAL - Mandataires Judiciaires Associés, conformément aux dispositions des articles du Code de Commerce L.625-1 & R.625-3, L.631-18 & R.631-32, L.641-14 & R.641-33, applicables à la cause, les salariés dont la créance ne figure pas en tout ou partie sur le relevé des créances salariales déposé au greffe du Tribunal de Commerce de MEAUX peuvent saisir sous peine de forclusion le Conseil de prud'hommes dans un délai de 2 mois à compter de la présente publication de : SASU ELITE SECURITY CONSEIL - 13 Allée

Germinal - 77124 CHAUCONIN-NEUFMONTIERS - RCS 829 477 884 - Greffe n° 2024/230.

#### Divers société

#### PAPIER & CARTON

SARL au capital de 7 700 euros  
Hameau les Champretots  
20 bis rue Piot 77120 Cjailly-en-Brie  
RCS MEAUX 438 376 873

Par décisions du 01/10/2024, les associés ont décidé de :  
- transférer le siège social au 7 rue Serret 77580 CRECY LA CHAPELLE  
- nommer Mme Elodie CARTON épouse PION, en qualité de gérante de la société, à compter du 02/12/2024  
- modifier les statuts en conséquence.

Mention au RCS De MEAUX.

#### Enquête publique

#### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

**ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU DÉCLASSEMENT DE LA VOIE COMMUNALE N° 9 LIEUDITS LA MARDELLE ET LA GRANDE BORNE SUR LE TERRITOIRE DE**

#### DARVAULT

Par arrêté du maire de Darvault n° 01/2025 en date du 10/01/2025, une enquête publique est prescrite sur le projet de déclasserment partiel de la voie communale n° 9 lieudits la Mardelle et la Grande Borne sur le territoire de DARVAULT.

Le siège de cette enquête publique est fixé à

la mairie de DARVAULT.

L'enquête publique se déroulera pendant 15 jours, du 03/02/2025 à 9 heures au 17/02/2025 à 17 heures

Mr Jean BAUDON, géomètre-expert retraité, est désigné comme commissaire-enquêteur.

Les pièces du dossier de déclasserment partiel de la voie communale n° 9 lieudits la Mardelle et la Grande Borne sur le territoire de DARVAULT sont accessibles au public :  
- sur le site internet de la commune : <https://mairie-darvault.fr> rubrique Enquête Publique,  
- en version papier au siège de l'enquête publique d'enquête, aux jours et horaires suivants :

COMMUNE - ADRESSE DU SIEGE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE - JOURS ET HEURES D'OUVERTURE  
DU SIEGE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE  
DARVAULT - 8 rue de la Mairie  
Lundi : 14h00 - 18h00  
Mardi : 14h00 - 18h00  
Mercredi : 9h00 - 12h00  
Jeudi : FÉRME  
Vendredi : 14h00 - 17h00  
Ouverture exceptionnelle de la Mairie de Darvault : Samedi 8 février 2025 de 09h00 à 12h00

DATES ET HORAIRES DES PERMANENCES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR  
- Le 08/02/2025 de 9 h00 à 12 h 00  
- Le 17/02/2025 de 15 h 00 à 18 h 00

Le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :  
- Par voie postale - toute correspondance relative à l'enquête devra être adressée à Monsieur le commissaire enquêteur, Mairie de Darvault, 8 rue de la Mairie, 77140 DARVAULT,  
- Par voie électronique - les observations et propositions pourront être déposées dans le registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : [enquetepublique@mairie-darvault.fr](mailto:enquetepublique@mairie-darvault.fr)  
- Par écrit - aux horaires d'ouverture au public du siège de l'enquête publique mentionné ci-dessus. Les observations et propositions pourront être consignées directement dans le registre d'enquête publique, établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé par le

commissaire-enquêteur,  
- Par écrit et par oral - auprès du commissaire-enquêteur lors de ses permanences au siège de l'enquête publique, tel que précisé ci-dessus.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre numérique susmentionné.  
Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique dès parution du présent avis par courrier adressé à :  
Monsieur le maire de Darvault, en mairie 8 rue de la Mairie, 77140 DARVAULT.

Des informations supplémentaires sur le dossier soumis à enquête pourront également être obtenues auprès du service urbanisme (tél. : 01.64.78.53.10 ; courriel : [mairie@mairie-darvault.fr](mailto:mairie@mairie-darvault.fr)).

Le rapport, les conclusions motivées et l'avis du commissaire-enquêteur seront déposés à la Mairie de Darvault, ainsi qu'à la Préfecture de Seine-et-Marne, pour y être sans délai tenus à la disposition du public pendant un an à date de la clôture de l'enquête.

Ces documents seront également publiés pendant un an sur le site <https://mairie-darvault.fr>.

A l'issue de l'instruction, le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation du projet de déclasserment de la voie communale n° 9 lieudits la Mardelle et la Grande Borne sur le territoire de DARVAULT.

Il pourra, au vu des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public ainsi que du rapport, des conclusions et de l'avis du commissaire-enquêteur, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet de déclasserment de la voie communale n° 9 lieudits la Mardelle et la Grande Borne sur le territoire de DARVAULT.

#### COMMUNE DE LAGNY SUR MARNE

#### ENQUÊTE PUBLIQUE TRANSFERT D'OFFICE

En application de l'arrêté du Maire n° 2024AR/702 en date du 20/12/2024, est prescrite, sur le territoire de la Commune de Lagny-sur-Marne, l'ouverture d'une enquête publique préalable au transfert et au classement dans le domaine public communal du Quai de la Gourdière.

Monsieur BAYLE Christophe est désigné en qualité de Commissaire Enquêteur. Cette enquête publique se déroulera du 03 au 17 février 2025.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés pendant 15 jours à la mairie, où le public pourra consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 (sauf le jeudi après-midi).

Les observations pourront être également adressées par lettre au Commissaire Enquêteur à la Mairie de Lagny-sur-Marne ou à l'adresse mail suivante : [enquete-publique@lagny-sur-marne.fr](mailto:enquete-publique@lagny-sur-marne.fr)

Le Commissaire Enquêteur recevra le public en mairie les lundis 03/02/2025 de 8h30 à 12h00 et le 17/03/2025 de 13h30 à 17h30.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie et sur le site internet de la Ville.

Le présent arrêté sera publié par voie d'affiches notamment à l'emplacement réservé à l'affichage administratif dédié aux enquêtes et à l'urbanisme à la mairie et sur le site de la Ville.

#### CONTACT COMMERCIAL :

01 84 21 09 27

[leparisien.annonces-legales.fr](http://leparisien.annonces-legales.fr)

## La vie des sociétés

7391761201 - VS

**TRAVET**  
EARL  
Au capital de 189 700 euros  
16, rue de Vignot  
77580 BOULEURS  
497 570 754 RCS Meaux

### OBJET SOCIAL

Aux termes de l'AGE du 31 décembre 2024, l'objet social a été modifié par adjonction de l'activité de prise en pension et/ou demi-pension de chevaux, avec garde de l'équidé au pré, en paddock ou en boxe, soins courants et alimentation ; et Marie-Claude TRAVET a démissionné de ses fonctions de cogérante, laissant Anthony TRAVET seul gérant de la société ; le tout à compter du 31 décembre 2024.

Mentions au RCS de Meaux.

**MEDIALEX**  
medialex.fr

**Le pays Briard**

en PAPIER et/ou  
en version NUMÉRIQUE

ABONNEZ-VOUS !

7391569901 - VS



Expert-comptable  
57, avenue Franklin-Roosevelt  
77210 AVON  
Téléphone : 01 60 39 55 90

## AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 13 janvier 2025, à Perthes.

Dénomination : NARLO.  
Forme : société à responsabilité limitée.

Siège social : 21, rue de la Vallée, 77930 Perthes.

Objet : la prise de participation dans toutes sociétés françaises ou étrangères ainsi que la réalisation de prestations de services au profit des entreprises en général et de ses filiales en particulier.

Durée de la société : 99 années.  
Capital social fixe : 500 euros.

Gérant : M. Ivan HERNANDEZ ARRIBAS, demeurant 21, rue de la Vallée, 77930 Perthes.

La société sera immatriculée au RCS Melun.

7391891801 - VS

**MORPHEUS FRANCE**

Société par actions simplifiée  
Au capital de 8 000 euros  
Siège social :  
9-13, avenue Jean-Monnet  
77270 VILLEPARISIS  
523 510 782 RCS Meaux

## AVIS DE MODIFICATIONS

Par décisions unanimes en date du 18 décembre 2024 les associés ont décidé :

- De nommer la société COQUELLE DEVELOPPEMENT, Société par actions simplifiée au capital de 44 211 571 euros dont le siège social est zone d'activité Artoipole II, allée de Belgique, 62000 Arras, immatriculée sous le numéro 979 534 773 RCS Arras en qualité de présidente en remplacement de Mme Sindy ROBINE, démissionnaire.

- De nommer la société COQUELLE FINANCES, Société par actions simplifiée au capital de 19 185 970 euros dont le siège social est zone d'activité Artoipole II, allée de Belgique, 62000 Arras, immatriculée sous le numéro 838 084 010 RCS Arras en qualité de directrice générale en remplacement de M. Hervé GLARDON, démissionnaire.

- De nommer la société AVVENS AUDIT, Société anonyme à conseil d'administration, au capital de 150 000 euros, immatriculée sous le numéro 305 446 577 RCS Lyon, domiciliée 14, quai du Commerce, 69009 Lyon, en qualité de commissaire aux comptes titulaire pour un mandat de 6 exercices, soit jusqu'à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

- D'étendre l'objet social aux activités de transport public routier de marchandises et d'affrètement.

- De transférer le siège social du 9-13, avenue Jean-Monnet, 77270 Villeparisis à la zone d'activité Artoipole II, allée de Belgique, 62000 Arras.

- De modifier la date de clôture de l'exercice social désormais fixé au 31 décembre de chaque année.

- De procéder à la refonte globale des statuts.

Pour modification au RCS Meaux et immatriculation au RCS Arras.

## Avis administratifs

7390445701 - AA

Commune de  
**LAGNY-SUR-MARNE**

Transfert d'office

### 1ER AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En application de l'arrêté du maire n° 2024AR/702 en date du 20 décembre 2024, est prescrite, sur le territoire de la commune de Lagny-sur-Marne, l'ouverture d'une enquête publique préalable au transfert et au classement dans le domaine public communal du Quai de la Gourdière.

M. BAYLE Christophe est désigné en qualité de commissaire enquêteur. Cette enquête publique se déroulera du 3 au 17 février 2025.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés pendant 15 jours à la mairie, où le public pourra consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30 (sauf le jeudi après-midi).

Les observations pourront être également adressées par lettre au commissaire enquêteur à la mairie de Lagny-sur-Marne ou à l'adresse mail suivante : [enquete-publique@lagny-sur-marne.fr](mailto:enquete-publique@lagny-sur-marne.fr)

Le commissaire enquêteur recevra le public en mairie les lundis 3 février 2025 de 8 h 30 à 12 h 00 et le 17 mars 2025 de 13 h 30 à 17 h 30.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie et sur le site internet de la ville.

Le présent arrêté sera publié par voie d'affiches notamment à l'emplacement réservé à l'affichage administratif dédié aux enquêtes et à l'urbanisme à la mairie et sur le site de la ville.

## Procédure adaptée Marchés inférieurs à 90.000 € HT

7391698801 - MN



Entretien des dispositifs de fermetures ou équipements techniques manuels, motorisés, semi-automatiques et automatiques

### PROCÉDURE ADAPTÉE

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : OPH de Coulommiers. Correspondant : Marie-José THOURET, 13, allée de la Rotonde, 77120 Coulommiers, France. Tél. : 01 64 03 89 34. Courriel : [marches@ophcoulommiers.fr](mailto:marches@ophcoulommiers.fr)

Adresse internet du profil d'acheteur : [https://oph-coulommiers.emarchespublics.com/pack/annonce\\_marche\\_public\\_4022\\_1067714.html](https://oph-coulommiers.emarchespublics.com/pack/annonce_marche_public_4022_1067714.html)

Objet du marché : accord-cadre concernant l'entretien des dispositifs de fermetures ou équipements techniques manuels, motorisés, semi-automatiques et automatiques appartenant au patrimoine de l'Office Public de l'Habitat de Coulommiers.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Les documents à produire par les candidats sont inscrits au titre de l'article IV du Règlement de la Consultation.

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 3 mars 2025 à 12 h 00.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2025-2.  
Date d'envoi du présent avis à la publication : 14 janvier 2025.

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 16 décembre 2024 soit 0,225 € ht le caractère

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, [www.actulegales.fr](http://www.actulegales.fr).

La centrale des marchés  
Par MEDIALEX

RESEAU **france marchés .com**

Trouvez gratuitement  
le bon marché public près de chez vous !

[lacentraledesmarches.com](http://lacentraledesmarches.com)

Imprimer, c'est aussi recycler et revaloriser !

Nos 2 Imprimeries de Cavan (22) et Cherbourg (50) sont labellisées Imprim'vert.

**actu.fr** **Le Pays Briard**

8, place Henri IV  
77100 MEAUX  
Tél. 01 64 75 38 00  
e-mail : [lepaysbriard@actu.fr](mailto:lepaysbriard@actu.fr)  
Éditeur : Thomas Martin

**Le Pays Briard**

**Société éditrice :**  
PUBLIHEBDOS SAS  
Siège social :  
261 rue de Châteaugiron  
35051 RENNES CDX 9  
SAS au capital de 34 000 000 €

**Principal actionnaire :**  
SIPA (représentée par Fabrice BAKHOUCHE)

**Président du directoire et directeur de publication :**  
Laurent GOUHIER

**Impression :** SCE - La Presse de la Manche - 9 rue Gambetta 50100 CHERBOURG OCTEVILLE

**Publicité locale, régionale et petites annonces :**  
Tél. 01 64 75 38 00  
e-mail : [publicite@actu.fr](mailto:publicite@actu.fr)  
[www.hebdos.com](http://www.hebdos.com)  
Directrice de publicité : Nicole Lecœur

**Annonces légales :**  
Tél. 02 99 26 42 00  
**MEDIALEX** [www.medialex.fr](http://www.medialex.fr)

Par arrêté préfectoral, journal habilité à publier les annonces judiciaires et légales sur le département (ou arrondissement) : Seine-et-Marne (77)

**Prix : 1,40 €**  
**Abonnement 1 an : 100 €**

ISSN 1142-5695  
Commission paritaire n° 0228 C 82769

Dépôt légal - Reproduction intégrale ou partielle de la présente publication interdite - loi du 11/03/57 - sans autorisation de l'éditeur

**PEFC** Certifié PEFC - PEFC/10-31-3502

**ACPM**

Imprimé sur du papier produit en France à partir de 75 à 100 % de fibres recyclées. Une part de ce papier issu par UPM tous les numéros R37001 est certifié de l'écolabel européen. Futrophication : 0,010 kg/tonne